Nations Unies E/CN.6/2014/NGO/117

Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : espagnol

Commission de la condition de la femme
Cinquante-huitième session
10-21 mars 2014
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par Red de Educación Popular entre Mujeres, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-60925X (F)

Merci de recycler

Déclaration

La théorie féministe a souligné le fait que la pensée du développement n'a pas pris en compte les constructions des genres et a été basée sur un ordre hiérarchique et inéquitable qui a servi à perpétuer ces constructions. Il y a actuellement un débat qui se poursuit sur les chemins menant au développement dans lequel les questions liées aux femmes doivent être considérées afin de pouvoir identifier ce qui est nouveau, ce qui doit être défendu ou abandonné et quelles sont les choses qu'il importe de préserver en ce qui concerne la participation des femmes à la construction d'alternatives au développement, à travers différentes formes d'organisation sociale et communautaire.

Il nous faut commencer par reconnaître que le travail d'organisation et de mobilisation sociale nécessite l'appropriation d'outils qui peuvent révéler les impacts particuliers qu'ont différent problèmes sociaux sur les femmes et le hommes, tout en en proposant des alternatives pour changer et améliorer la situation des femmes à différents niveaux. De ce point de vue, nous soutenons qu'il faut avoir une vision plus large de ce que font les femmes, de ce dont elles sont responsables, et des conditions dans lesquelles elles sont impliquées dans les processus de production économique et de bien-être social. Il y a beaucoup de problèmes autour de cette question : par exemple, en Amérique latine, le travail bénévole des femmes a soulagé la pression fiscale sur l'état et a allégé ses responsabilités. Cela a offert une occasion unique d'exploiter la participation des femmes aux programmes sociaux; de cette manière, les programmes de réformes par secteurs (dans l'éducation, la santé et le développement social) ont ciblé les femmes, pas tant dans l'optique de défendre leurs intérêts et leurs besoins que d'améliorer le bien-être de leur famille. De plus, en conséquence de ce qui précède, on peu noter que les « politiques sociales ciblées » ont été un instrument fonctionnel pour créer et s'emparer d'organisations, en les rendant dépendantes des largesses de l'État, et en les transformant en groupes non critiques qui soutiennent des pratiques antidémocratiques.

Les différentes approches du développement se proposent d'éclairer les causes théoriques de l'inégalité dans le monde, et d'identifier les stratégies qui pourraient les réduire. Dans ce contexte, il y a eu différentes étapes dans la manière de penser aux femmes, depuis « Les femmes dans le développement » qui a émergé dans les années 1970 et qui cherchait à remédier à l'impact négatif que le développement avait sur les femmes, jusqu'à ce que l'on appelle « Le genre dans le développement » qui est apparu dans les années 1980 et 1990 avec l'introduction de théories plus élaborées sur les impacts différenciés des programmes de développement sur les hommes et les femmes, du fait de l'existence de rôles assignés selon le genre, dans un glissement conceptuel de la « femme » au « genre » comme facteur explicatif et éclairant pour les actions en faveur du développement. Il faut aussi rappeler qu'au-delà de ces approches, il émerge une pensée critique importante sur le concept de développement et ses orientations hégémoniques, dans lequel le féminisme a servi à souligner la construction normative de « la femme comme sujet » et ses besoins, d'un point de vue eurocentrique qui est fortement modelé par la classe sociale et l'origine ethnique.

Au vu de ces situations, nous pensons que la solution aux injustices liées au sexe vont nécessiter non seulement des plans d'égalité et des politiques sociales mais en travail plus en profondeur sur les relations entre les failles, l'état, la

communauté et le marché, en proposant une alternative au modèle social néolibéral. À cette fin, la consolidation des réseaux de mouvements sociaux et la participation de militantes féministes et d'universitaires peuvent aider à multiplier les forums de discussion, et à identifier des besoins dans un nouvel objectif qui viserait à renforcer le tissu social, à développer de nouvelles formes de solidarité, et à accélérer les processus de démocratisation. Il est nécessaire de définir les caractéristiques de ce modèle, qui assurera la justice sociale et l'égalité entre les sexes, ainsi que les manières d'articuler les différentes sources de bien-être, et de commencer à lui donner un contenu. Une contribution clé à ces débats provient de l'économie féministe, une perspective qui s'est considérablement renforcé ces trente dernières années et représente une contribution théorique et spéculative qui inclut des thèmes divers.

Comme source conceptuelle et comme outils pour l'action, les propositions de l'économie féministe sont tout à fait pertinentes pour comprendre les problèmes actuels et pour définir de grandes lignes pour l'action de ceux qui militent pour les droits de la femme dans les différents lieux : par exemple, une explication alternative aux crises économiques, reliée à la structure économique sous-jacente d'un système économique où le capitalisme et le patriarcat vont de pair afin de placer le profit et les gains individuels au-dessus des biens de première nécessité. Cette manière de fonctionner a eu des conséquences à différents niveaux : la précarité, les dégâts environnementaux, le travail de soins donnés par les femmes non payé, et l'utilisation des besoins de la femme pour avoir de la main-d'œuvre sous-payée. En général, les inégalités ont été exacerbées par les applications successives de politiques néolibérales, dans ce que l'on pourrait appeler une crise de reproduction sociale qui va bien au-delà de la crise financière et qui est si importante qu'elle nécessite un examen de la nature même du système capitaliste.

Ces interprétations soulignent la corrélation de différentes sphères étroitement liées qui doivent être prises en compte : la nature, qui sous-tend toutes les économies et la vie humaine, qui a été durement touchée par les problèmes écologiques causés par toutes sortes de pollutions et par l'épuisement des ressources du fait de la structure actuelle de production et de consommation de masse, que l'on poursuit sans penser à l'équilibre environnemental; la sphère des soins, qui est en relation avec la création et le maintien de la vie, qui est essentiel pour produire la main d'œuvre essentielle à la production de marché, une sphère qui est fortement dépendante de la production de biens et de services produits dans les foyers, par les femmes; et enfin la sphère de ce que l'on nomme souvent « l'économie réelle », c'est-à-dire la production de biens et de services par des entreprises privées ou par le secteur public. L'analyse qui inclut ces différentes sphères nous permettent ainsi de voir que le système capitaliste est complètement dépendant de l'économie du soin et des ressources naturelles; car sans eux, les deux éléments de base nécessaires à ces processus feraient défaut : des personnes socialisées qui offrent leur force de travail et les diverses matières premières extraites de la nature.

Nous appuyons la proposition faite pour imaginer de nouvelles façons d'être et de vivre, pour construire de nouveaux lendemains. De ce point de vue, nous notons que ce sont nous, les femmes, qui prennent souvent l'initiative de défendre de nouvelles formes d'économie, des alternatives au modèle hégémonique de l'économie néolibérale, et nous proposons des projets qui offrent des actions innovantes pour un vrai changement social. Entre autres, nous remettons en cause le la distribution traditionnelle des rôles en fonction du sexe, et nous soutenons la

solidarité féminine pour rechercher une vraie démocratie économique. Ainsi, les femmes qui ont œuvré à une économie sociale et solidaire ont mis en place des projets pour un vrai changement social, par lesquels elles résistent au système économique traditionnel, en garantissant les ressources, l'équilibre, différentes formes d'échanges et des « prix équitables » qui sont bien plus que seulement une question d'argent.